

Le 13 mai 2020

De la nécessité d'un « Pôle entrepreneurs »

Dans la gestion de la crise du Covid-19, le traitement des entrepreneurs et des entreprises n'est pas calibré équitablement. S'il est nécessaire de garder nos fleurons nationaux tels que Air France, Airbus ou le groupe Renault, il est tout autant impératif d'aider les TPE et PME car elles représentent 99,9% des entreprises françaises.

En effet, les TPE sont 3 millions en France dont plus de la moitié d'entrepreneurs individuels, nous avons 140 000 PME, 5 000 ETI (entreprises de taille intermédiaire) et seulement 274 grandes entreprises, dont la plupart cotées en bourse. De plus, les TPE et PME cumulent à elles seules plus de la moitié des salariés, soit 7 millions de personnes.

Les aides au soutien ou au sauvetage tardent encore à arriver pour les plus petites d'entre elles. En effet, pour ne prendre que le secteur de la restauration, qui représente plus d'un million d'emplois, le plus grand nombre n'a reçu aucune aide à ce jour. Il y a donc une discrimination économique qui se traduira par une prochaine crise sociale dû à la faillite des entreprises qui cesseront leur activité faute de clientèle, la conséquence étant bien évidemment l'augmentation du nombre de chômeurs.

L'Etat sera t-il au rendez-vous pour soutenir ces petits patrons qui après avoir perdu leurs entreprises n'auront aucun droit à une quelconque indemnisation pour assurer leur reconversion?

L'Etat ne pourrait-il envisager de créer une cellule dédiée, un « pôle entrepreneurs » pour aider ces derniers à rebondir?

Ce ne serait que justice pour ces héros de la prise de risque.